

**PROJET  
ACCOMPAGNEMENT  
SOLIDARITÉ  
COLOMBIE**



**LE QUOI ET  
LE POURQUOI**

# Contenu

LE PASC ... 3

NOS MOYENS D'ACTION ... 4

NOTRE SOLIDARITÉ :

UN TERRITOIRE À DÉCOLONISER ... 5

LA RED DE HERMANDAD ... 6

GUERRE, TERRITOIRE ET RESSOURCES ... 7

CIBLONS LES PROFITEURS CANADIENS ... 8

SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIÈRES ET  
PRISONNIERS POLITIQUES ... 11

INVITEZ LE PASC... 14

# LE PASC

Le Projet Accompagnement Solidarité Colombie - PASC est un collectif basé sur un territoire de l'Île de la Tortue nommé Canada. Né de la rencontre d'activistes lors des mobilisations contre la Zone de Libre-Échange des Amériques, le PASC s'est donné comme mission d'articuler une solidarité directe entre mouvements de résistance du Sud et du Nord sur des bases internationalistes et anticoloniales.



Depuis 2003, le PASC réalise de l'accompagnement auprès de communautés paysannes, autochtones et afrodescendantes, d'organisations sociales et syndicales et de prisonniers et prisonnières politiques. Le PASC se fait le porte-voix de mouvements sociaux colombiens tout en dénonçant les intérêts canadiens impliqués dans le conflit social et armé en Colombie.



# Nos moyens d'action

## **Accompagnement de communautés et d'organisations sociales menacées**

L'accompagnement international consiste à réaliser une présence physique aux côtés des militant.e.s sociaux, victimes de menaces politiques. La présence étrangère sur le terrain couplée aux pressions politiques exercent un effet de dissuasion sur les responsables des crimes politiques. L'accompagnement agit comme mécanisme de protection pour les acteur.trice.s sociaux, leur permettant de poursuivre leur travail et de bâtir un rapport de force face aux autorités locales. En tant qu'appui politique aux processus de résistance, l'accompagnement international crée un espace d'échanges en vue de tisser des liens solidaires entre les mouvements sociaux du Nord et du Sud.

## **Information et sensibilisation**

Par le biais de nos publications, de notre site web et lors d'événements publics, nous diffusons de l'information concernant le conflit social et armé qui sévit en Colombie, les processus de résistance qui s'y déploient ainsi que les intérêts économiques qui sont derrière les attaques aux communautés et organisations sociales. Nous organisons des activités d'éducation populaire et de réflexion sur les enjeux liés à nos campagnes, en faisant le lien avec la manière dont s'imposent les projets de développement et d'infrastructures – et comment on y résiste – dans le dit Canada (voir les pages 8 et 9).

## **Dénonciations et pressions**

Via son « réseau d'actions urgentes », le PASC diffuse des revues d'actualités faisant connaître les menaces ou les violations aux droits que les organisations partenaires colombiennes veulent dénoncer au niveau international. Considérant que le conflit qui ravage la Colombie est intimement lié aux dynamiques impérialistes du continent américain, le PASC travaille à démasquer les intérêts canadiens (politiques et économiques) qui en profitent.

# NOTRE SOLIDARITÉ : UN TERRITOIRE À DÉCOLONISER

Au-delà des bonnes intentions de la solidarité internationale, le PASC propose de concrétiser l'idée d'une «solidarité directe » inspirée de l'internationalisme et des mouvements de résistance anticoloniale. Nous concevons les dits rapports Nord/Sud comme étant structurés par le système mondial capitaliste actuel, lequel s'est construit par les guerres coloniales et continue, de nos jours, à s'approfondir sous le contrôle impérialiste des entreprises du Nord, de leurs États et de leurs institutions internationales. Nous croyons qu'une analyse radicale de l'idéologie du développement, des mécanismes de l'aide internationale et des dynamiques propres aux ONG de coopération internationale est cruciale pour ne pas recréer des rapports inégaux empreints de paternalisme, d'occidentalocentrisme et de dépendance.

VOIR LE CAHIER ET LA BOÎTE À OUTILS EN LIGNE :  
[WWW.DECOLO.PASC.CA](http://WWW.DECOLO.PASC.CA)

---

## **LES DROITS HUMAINS : UN OUTIL À MANIPULER AVEC SOIN**

Inventé par une élite masculine, hétérosexuelle, blanche, anthropocentrique, véhiculant une vision instrumentale de la nature : autant de critiques adressées au concept de droits humains. Nous envisageons la défense des droits humains comme un chemin piégé ne remettant fondamentalement pas en question « le système », il entraîne bien souvent l'institutionnalisation, la démobilisation ou la neutralisation de l'action politique.

### *POURQUOI LE PASC UTILISE LES DROITS HUMAINS ALORS ?*

Devant l'ampleur de la répression, les mouvements sociaux colombiens ont organisé leurs actions autour de mécanismes de respect des droits (pour se maintenir sur leur territoire et poursuivre la lutte contre l'imposition du capitalisme). Stratégiquement, exiger le respect des droits permet d'établir un rapport de force face aux autorités, en confrontant les États sur leurs contradictions. En Colombie, les organisations sociales et les ONG les accompagnant réalisent une défense intégrale des droits humains, les concevant au-delà des déclarations et accords, comme un objectif impliquant un changement global du système socioéconomique pour être atteint.



# LE RÉSEAU INTERNATIONAL DU PASC : LA REDHER



Depuis 2006, le PASC participe à la Red de Hermandad y Solidaridad (Redher), un espace de coordination partagé par des organisations de base autonomes de Colombie et des collectifs d'appuis étrangers selon des principes de solidarité internationaliste orientés vers l'échange et l'enrichissement mutuel des expériences de résistances sociales. Les campagnes de la Redher s'inscrivent dans des initiatives internationales telles que :

- Le Tribunal Permanent des Peuples (TPP), un tribunal indépendant qui examine et juge les plaintes de violation des droits des peuples. En 2006, il condamnait les compagnies étrangères participant à la stratégie paramilitaire en Colombie (Coca Cola, Chiquita Brands, British Petroleum, ...). En 2013, c'était le Tribunal populaire contre les politiques extractives en Colombie qui condamnait la pétrolière canadienne Pacific Rubiales Energy.
- Le Congrès des peuples, un mouvement social et politique né des mobilisations autochtones de 2008 (la Minga). Le mouvement a pris une ampleur nationale, rejoint par différentes luttes sociales : étudiantes, des travailleur.se.s, du mouvement des femmes, du mouvement paysan, des communautés afro-descendantes, des groupes communautaires, etc. En tant qu'espace de convergences, le Congrès des Peuples est un acteur central des blocages régionaux, des grèves paysannes et des mobilisations populaires ayant débouché sur les grèves sociales générales de 2012, 2013 et 2014. Ces soulèvements ont forcé le gouvernement à ouvrir des tables de négociations où le Congrès des peuples exige entre autres, un moratoire complet sur toutes les activités minéro-énergétiques et la redistribution immédiate des terres aux communautés autochtones, afrodescendantesafródescendates et paysannes.

Pour en savoir plus sur la Redher, visitez [www.redcolombia.org](http://www.redcolombia.org)



# GUERRE, TERRITOIRES ET RESSOURCES

Après plus de 60 ans de guerre, le conflit social à l'origine de l'insurrection armée en Colombie est loin d'être disparu. Selon la Banque Mondiale (2022), les disparités économiques en Colombie sont proportionnelles à celles qui prévalaient en 1938. Aujourd'hui, 22 millions de Colombien·ne·s vivent dans la pauvreté (près de 45 % de la population), alors que 7 millions de personnes subsistent dans la misère (12 % de la population). Sous prétexte d'une guerre contre les guérillas d'extrême-gauche, l'État a déployé une série de mécanismes de répression contre la population en général pour le contrôle territorial et social, et de manière ciblée contre les opposant.e.s politiques (syndicalistes, leaders paysan.ne.s, militant.e.s sociaux, défenseur.e.s de droits humains, etc.).

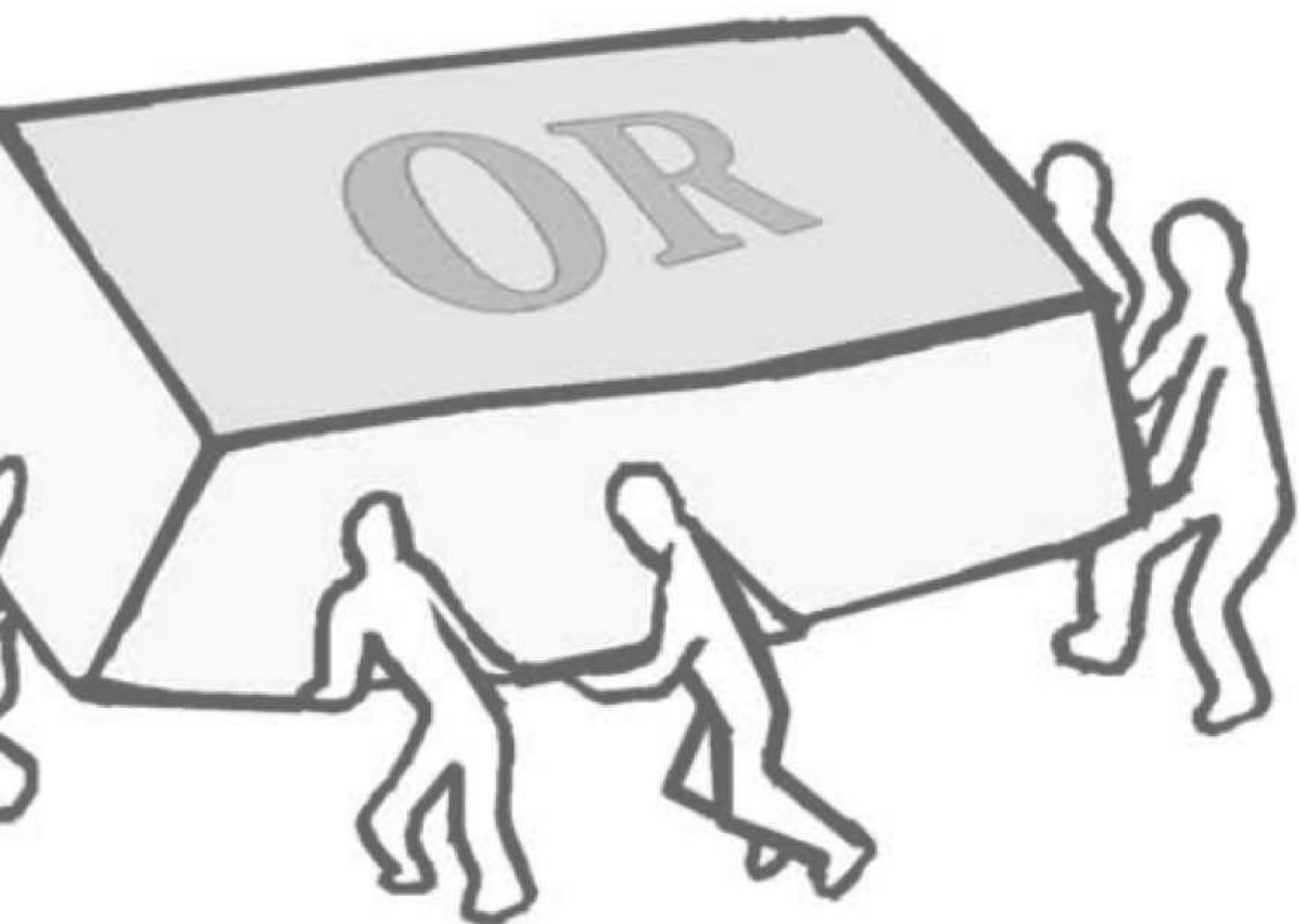
La stratégie paramilitaire déployée par l'État a servi à favoriser la concentration des terres aux mains de l'oligarchie nationale (la Colombie a l'un des plus hauts taux de concentration foncière) et la remise des territoires les plus riches en ressources naturelles au capital transnational, minières et pétrolières canadiennes incluses.



Image : Santiago Armengod



# Ciblons les profiteurs canadiens de la guerre en Colombie



Outre les terres fertiles (et la disponibilité d'un large bassin de main d'œuvre généré par les déplacements forcés et le vol de terres aux paysan.ne.s), le territoire colombien est convoité par le capital étranger pour la richesse de ses ressources naturelles (biodiversité, eau, minerais, hydrocarbures).

Règle générale, les firmes transnationales (telles que les pétrolières Pacific Rubiales, Talisman Energy, Petrobank, Grantierra ou les minières canadiennes Aris Mining, Eco Oro Minerales, B2Gold, etc, sans compter les firmes d'ingénierie responsables des infrastructures – comme SNC Lavallin) font leur entrée sur les territoires suite au «nettoyage» de celui-ci par les forces armées régulières et irrégulières. Une fois les populations déplacées, les opposant.e.s éliminé.e.s ou emprisonné.e.s et le vol de terre légalisé par les multiples lois agraires au profit de l'élite terrienne, les firmes étrangères peuvent s'installer sans craindre l'opposition. Elles auront ensuite tout le support militaire nécessaire pour « sécuriser leurs investissements » (sic), que ce soit par la collaboration de groupes paramilitaires et narcos qui contrôlent la population locale ou par le recours à des tueurs à gage qui cassent toute organisation syndicale.

Nous unissons nos voix aux organisations sociales colombiennes et aux communautés en résistance: le conflit en Colombie relève d'une guerre impérialiste financée et alimentée par les intérêts économiques du Nord. « Notre » gouvernement s'y implique pour modifier les cadres législatifs en faveur des entreprises étrangères et signer un accord de libre-échange pour dorénavant dorer l'image d'un État paramilitaire et le couvrir du sceau démocratique, « nos » entreprises (minières et pétrolières en premier lieu) y revendiquent la « sécurité de leurs investissements » qui se traduit par des brigades militaires chargées de la protection des mines et des oléoducs, des troupes paramilitaires qui « nettoient » le territoire (massacres et déplacements forcés), des tueurs à gage qui éliminent les organisations syndicales, « notre » production agricole y est écoulée à bas prix détruisant l'économie paysanne, etc., etc. Malheureusement la liste s'allonge.



## DÉPLACEMENTS FORCÉS ET VOL DE TERRES

Entre 1985 et 2018, la Commission pour la vérité a reconnu que plus de 7,7 millions de personnes sur son territoire sont des déplacé·e·s internes, dont 80% l'ont été par la force. Environ 86 millions d'hectares de terre ont été arrachés par la violence à leurs propriétaires légitimes (petite paysannerie, communautés afrodescendantes et autochtones). Sur ces terres volées aux paysan.ne.s, se déploient maintenant des mégaprojets agro-industriels, d'élevage extensif, d'exploitation minière, gazière, pétrolière et forestière avec forte participation de capitaux étrangers. La majorité de ceux-ci sont financés par des programmes du gouvernement visant soit la réinsertion des dits « paramilitaires démobilisés » soit les dites cultures alternatives à la coca et bénéficient, à ce titre, d'appuis financiers importants de la part des agences internationales de développement.

Malgré que le gouvernement colombien mène des négociations avec les guérillas, les mouvements sociaux s'entendent pour dire que la paix ne pourrait être possible sans des changements structurels de fond, dont une réforme agraire.



Et sur cette liste nous inscrivons, entre autres :

- **Aris Mining** pour ses manigances visant à déplacer un village complet pour y construire une mine à ciel ouvert (village de Marmato, Caldas);
- les pétrolières canadiennes dont la **Petrobank**, la **Petrominerales** et la **Grantierra** pour leur colonisation de l'Amazonie, cause de destruction environnementale et de déplacements de populations;
- **Pacific Rubiales Energy (PRE)**, responsable d'un conflit de travail à Puerto Gaitan (Meta) qui a engendré, depuis 2010, assassinat politique, menaces, attentats, diffamation publique, montages judiciaires et détention de leaders syndicaux, et dénoncée par les communautés locales pour les impacts socioenvironnementaux de l'exploitation – ce contrat de PRE n'a pas été renouvelé en 2016;



- la **Greystar** avec son projet de mine d'or à ciel ouvert Angostura, dans le paramo de Santurban (écosystème néotropical très fragile, essentiel à la régulation hydrique de la région), qui a fait face à une telle opposition que la compagnie s'est blanchie en vert sous le nom d'**Eco Oro Minerals** en présentant un nouveau projet, cette fois de mine souterraine;
- **Alange Energy** (filiale de PRE) qui menace maintenant d'exploiter les réserves d'hydrocarbures du paramo de Sumapaz, faisant face à l'opposition d'une coordination régionale des populations de plusieurs municipalités avoisinantes.



# SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIÈRES ET PRISONNIERS POLITIQUES

## Qui sont les prisonnier-ière-s politiques ?

Il y a au moins trois catégories différentes de prisonnier-ère-s politiques : (1) les personnes criminalisées par l'État parce que ces dernières appartiennent au mouvement social (leaders sociaux ou défenseurs des droits humains) ; (2) les personnes criminalisées par l'État du fait d'habiter dans des régions ou quartiers pauvres et sous influence des acteurs armés et (3) les personnes qui appartiennent aux groupes de guérillas.

Selon le Comité de solidarité avec les prisonnier-ère-s politiques (CSPP), 60% des détenu-e-s politiques ne sont pas des combattant-e-s, mais plutôt des syndicalistes, des défenseur-e-s de droits humains, des membres d'organisations populaires, etc.

La campagne "Ser lider social NO es delito" dénonce la criminalisation des leaders sociaux. La criminalisation est un mécanisme de répression par lequel les personnes qui contestent certaines politiques et actions de l'État et/ou d'entreprises privées (multinationales principalement) sont poursuivies devant les tribunaux et même souvent emprisonnées.



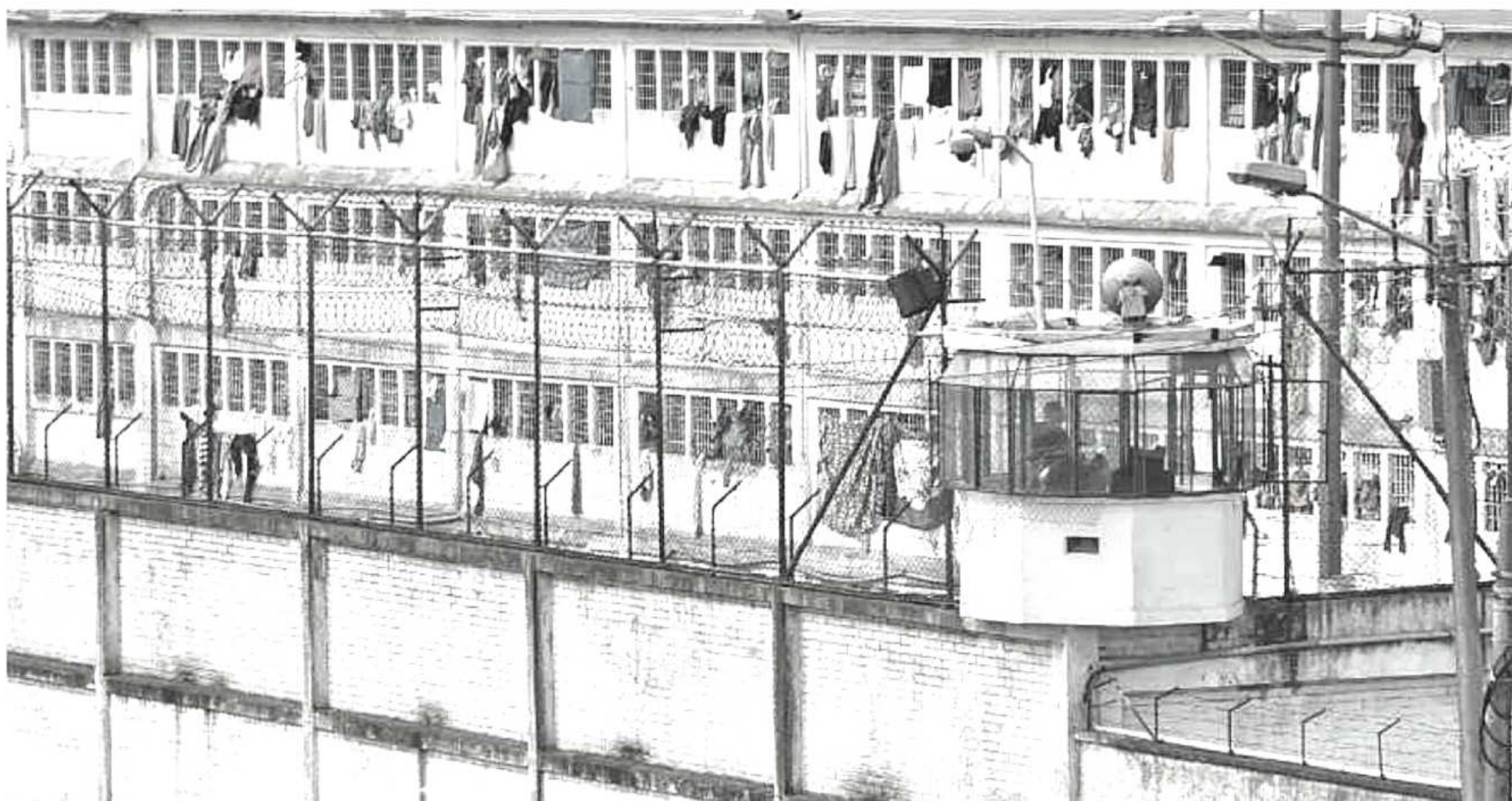




Ce phénomène touche particulièrement les personnes qui luttent contre l'exploitation de ressources naturelles, pour la défense de leur territoire et de leur économie locale, mais aussi celles qui participent à un ensemble de mouvements politiques considérés comme « dérangeants » par l'État, à commencer par les syndicats ouvriers et étudiants, les associations paysannes, les organisations féministes, etc.

En Colombie, la criminalisation des leaders sociaux est un mécanisme utilisé par le gouvernement depuis trop longtemps contre le mouvement social. Des milliers de leaders sociaux ont été emprisonnés et le sont encore aujourd'hui. Ce faisant, le gouvernement a cherché à affaiblir le mouvement, tout en semant la peur parmi les opposant-e-s politiques.

En outre, dans le contexte de conflit armé, les personnes visées par des accusations criminelles sont plus susceptibles d'être victimes d'autres violations de droits humains - passant de la menace jusqu'à l'assassinat et la disparition forcée - et ce, en toute impunité.





## Organisation des prisonnier-ère-s politiques

La première revendication des prisonnier-ère-s politiques consiste à exiger leur regroupement dans un même « patio » (étage ou section de l'établissement) afin d'améliorer leurs conditions de sécurité et de favoriser leur organisation à l'intérieur de la prison, à travers des comités de défense des droits humains, de soutien juridique, d'éducation, d'information, etc. Les prisonnier-ère-s politiques sont très actif-ve-s durant leur détention, plusieurs décidant de mettre à profit cette réclusion pour parfaire leur éducation politique et continuer leurs luttes pour la justice sociale à l'intérieur de la structure répressive. La situation des femmes est plus difficile car elles parviennent rarement à être regroupées et sont éparpillées à travers le pays.

Le PASC est actif dans les luttes contre la criminalisation des mouvements sociaux. Dans le cadre de l'accompagnement, nous effectuons des visites aux prisonniers et prisonnières politiques dans les prisons. Nous diffusons aussi des informations sur leur situation et publions à l'occasion des textes écrits par les prisonnier-ères.



# Invitez le PASC !

Le PASC a recours à plusieurs formules d'ateliers, de conférences, de présentations artistiques,... Nous y abordons différents thèmes dont :

## **TERRITOIRES EN JEU**

Territoires en jeu est un projet d'éducation populaire qui illustre les liens entre la destruction des territoires, les déplacements de population et les infatigables résistances pour construire d'autres mondes.

Visitez : <https://territoiresenjeu.pasc.ca/>

## **LA 4e RÉVOLUTION INDUSTRIELLE**

Ateliers et sessions de réflexions sur la thématique de la 4e révolution industrielle.

## **NOTRE SOLIDARITÉ: UN TERRITOIRE À DÉCOLONISER**

Sessions de réflexion destinées aux personnes engagées dans des initiatives de solidarité internationale. Pour susciter des débats critiques d'un point de vue féministe et anticolonial.

Visitez : [www.decolo.pasc.ca](http://www.decolo.pasc.ca)

## **DES-TERRES-MINÉES**

Des-terres-minées est un projet de partages et de documentations des réalités vivantes. Nous ouvrons des espaces de parole et de réflexions collectives, à travers des perspectives féministes anti-coloniales, sur les thèmes du territoire et des enjeux extractifs (mines, hydrocarbures, exploitation forestière, hydroélectricité, etc.). Visitez [desterresminees.pasc.ca](http://desterresminees.pasc.ca)

## **EXPLORATION DE L’AFFICHE DU PLAN COLOMBIE ET MESOAMERICA RESISTE**

Ateliers interactifs d'interprétation des affiches du Collectif de la Ruche. Récits visuels illustrant les connexions entre la mondialisation, le changement climatique, la colonisation et l'extraction des ressources, ainsi que les histoires de résistances des communautés.

Visitez : [beehivecollective.org](http://beehivecollective.org)



# **Invitez le PASC !**

## **CONFLIT ARMÉ, PROFITEURS DE LA GUERRE ET RÉSISTANCE CIVILE EN COLOMBIE**

Le conflit colombien est un exemple exacerbé des dynamiques historiquement à l'œuvre dans l'Amérique latine. L'État colombien a collaboré à la mise sur pied de stratégies paramilitaires et a utilisé le déplacement forcé de populations rurales afin de protéger les intérêts d'une oligarchie bien installée (qu'elle soit composée d'une élite colombienne ou encore d'entreprises étrangères). En vue de mettre des territoires stratégiques au service des intérêts économiques nationaux et internationaux, une vaste gamme de projets agro-industriels, d'élevage extensif, ou encore d'exploitation minière, pétrolière et forestière y sont implantés. En somme, la présence d'un conflit armé n'exclut absolument pas la prolifération d'intérêts économiques, exacerbés par l'instabilité politique : il y a bel et bien des « profiteurs de la guerre » en Colombie, et plusieurs d'entre eux proviennent du Canada...

## **RecherchéEs !**

**TRADUCTEUR.TRICE.S** (espagnol / français / anglais)

Écrivez-nous!

**MEMBRES SYMPATHISANT.ES**

Inscrivez-vous en ligne sur notre site web pour recevoir les actions urgentes, le bulletin "La Piedra" et être tenu.e.s informé.e.s des activités.

**ACCOMPAGNATRICES ET ACCOMPAGNATEURS**

(formation obligatoire, séjour d'un minimum de 3 mois)

Visitez notre site web pour connaître le processus de sélection et de formation.



Le PASC est un comité du GROUPE DE RECHERCHE ET D'INTÉRÊT PUBLIC DE L'UQAM - [www.gripuqam.org](http://www.gripuqam.org)



[WWW.PASC.CA](http://WWW.PASC.CA)

[INFO@PASC.CA](mailto:INFO@PASC.CA)

[FACEBOOK.COM/PROJETACCOMPAGNEMENTSOLIDARITECOLOMBIE](https://FACEBOOK.COM/PROJETACCOMPAGNEMENTSOLIDARITECOLOMBIE)

INSTAGRAM : COLLECTIF\_PASC